

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

MEMOIRE DE STRATEGIE

**LA STRATEGIE INTEGRALE DES ETATS-UNIS
DE L'ENDIGUEMENT A L'ENGAGEMENT**

LCL CHAPTAL de CHANTELOUP (D5)
Février 2000

FICHE DE PRESENTATION

1 – Lieutenant colonel CHAPTAL de CHANTELOUP, groupe D5

2 – titre : La stratégie intégrale des Etats-Unis : de l'endiguement à l'engagement

3 – Mémoire de stratégie

4 – Février 2000

5 – Les Etats-Unis ont une politique étrangère ou une stratégie intégrale qui est d'une remarquable cohérence malgré les bouleversements géostratégiques. Cette stratégie a pour but de construire un nouvel ordre mondial, synthèse entre le capitalisme et le socialisme. Elle se manifeste par le développement de grands ensembles économiques et par le renforcement des institutions supranationales, visant à faire disparaître les souverainetés nationales au profit d'un consensus planétaire que les Etats-Unis sont les seuls capables d'orchestrer.

6 – Mots clé : Etats-Unis, Mondialisme, Stratégie, CFR, Endiguement, Engagement.

SOMMAIRE

Introduction	4
I Le <i>containment</i> : une stratégie mondialiste	6
1.1. <i>Les origines du containment</i>	6
1.1.1. Naissance de l'impérialisme américain	6
1.2.2. Le poids des groupes de pression	6
1.1.3. Entre isolationnisme et interventionnisme.....	7
1.1.4. L'ONU, première étape du gouvernement mondial ?.....	8
1.2. <i>La stratégie du containment</i>	9
1.2.1. Une approche géostratégique simpliste.....	10
1.2.2. Les objectifs du <i>containment</i>	10
1.2.3. Une stratégie à double action.....	11
1.3. <i>La fin de la Guerre froide</i>	14
II. L'engagement, la stratégie nationale de sécurité pour le XXI^e siècle.....	15
2.1. <i>Un leadership pour un monde plus sûr et plus prospère</i>	15
2.2. <i>Renforcer la sécurité</i>	15
2.2.1. Les menaces	16
2.2.2. Les trois piliers de la stratégie : <i>shape, respond, prepare</i>	17
2.2.3. Le scénario des deux conflits majeurs	18
2.2.4. La Révolution dans les affaires militaires	19
2.2.5. La maîtrise de l'information.....	20
2.2.6. La défense anti-missile	21
2.3. <i>La dimension économique</i>	21
2.3.1. Améliorer l'accès aux marchés	22
2.3.2. L'influence grandissante des groupes de pression.....	22
2.3.3. Promouvoir la démocratie et les droits de l'homme.....	23
2.4. <i>Sauver la planète : le combat écologique au service du mondialisme</i>	24
III. Une approche régionale intégrée.....	26
3.1. <i>L'Europe et l'Eurasie</i>	26
3.1.1. L'Europe : la poursuite de « l'intégration ».....	26
3.1.2. La Russie : de l'endiguement au refoulement.....	28
3.2. <i>L'Asie orientale-Pacifique</i>	29
3.2.1. Une région instable.....	29
3.2.2. Le Japon.....	29
3.2.3. La Chine	30
3.3. <i>Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud et du Sud-Est</i>	30
Conclusion.....	32
Bibliographie	34

Introduction

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le rapport entre la guerre et la stratégie s'est inversé. Alors que la stratégie traditionnelle ne se situait que dans la guerre, la stratégie aujourd'hui n'est plus limitée à la guerre¹. Avec l'apparition des armes de destruction massives et surtout de l'arme nucléaire, la guerre est devenue, dans les pays développés, l'un des modes de moins en moins utilisés d'une stratégie qualifiée de totale ou d'intégrale. Pour le général Beaufre, la stratégie totale est « chargée de concevoir la conduite de la guerre totale. Son rôle est de définir la mission propre et la combinaison des diverses stratégies générales, politique, économique, diplomatique et militaire »². Pour le général Poirier, ce concept est trop lié à la guerre, et il a proposé le concept de stratégie intégrale : « Théorie et pratique de la manœuvre de l'ensemble des forces de toute nature, actuelles et potentielles, résultant de l'activité nationale, elle a pour but d'accomplir l'ensemble des fins définies par la politique générale. La stratégie intégrale combine les résultats des trois stratégies générales, économique, culturelle et militaire, dans une unité de pensée et d'action qui combine et leurs buts, et leurs voies-et-moyens »³. Comme le souligne Bruno Colson, « Ces trois stratégies générales correspondent à ce que certains politologues considèrent comme les trois articulations de la politique. Talcott Parson avait discerné trois axes dans la domination politique de l'empire romain : un axe militaire, un axe culturel et un axe économique »⁴. Hervé Coutau Bégarie conclut que « La stratégie intégrale peut être définie comme une politique impériale »⁵.

Aux Etats-Unis, la notion de « grande stratégie » est apparue au cours de la seconde guerre mondiale pour rendre compte de la mise en commun de toutes les ressources de la nation pour arriver aux buts de guerre. Depuis, cette stratégie a été appelée « stratégie nationale de sécurité » par la Maison Blanche. « Elle gère, coordonne, et si c'est nécessaire, crée des instruments appropriés pour mettre en œuvre la politique de l'Etat (...) en drainant tous les éléments de la puissance nationale »⁶. La stratégie nationale de sécurité développe et coordonne les instruments diplomatiques, économiques et militaires de la puissance pour défendre les intérêts et les objectifs nationaux des Etats-Unis dans toutes les circonstances. Les Américains ont une tendance à étendre le concept de sécurité à tout ce qui touche à leurs intérêts et à faire un grand usage du concept de stratégie pour désigner leur politique. La stratégie évoque une vision à long terme, un cadre d'analyse permettant de guider la politique étrangère. La « grande stratégie » des Etats-Unis désigne donc la politique étrangère.

¹ Hervé Coutau-Bégarie : Introduction à la stratégie, p 416

² Général Beaufre : Introduction à la stratégie, p 24-25

³ Général Poirier: Stratégie théorique II, p 113-116

⁴ Bruno Colson : La stratégie américaine et l'Europe, p 7

⁵ Hervé Coutau-Bégarie : op cit, p 419

⁶ Bruno Colson : op cit, p 8

Les Etats-Unis ont une politique étrangère ou une stratégie intégrale qui est d'une remarquable cohérence malgré les bouleversements géostratégiques. Cette stratégie a pour but de construire un nouvel ordre mondial, synthèse entre le capitalisme et le socialisme. Elle se manifeste par le développement de grands ensembles économiques et par le renforcement des institutions supranationales, visant à faire disparaître les souverainetés nationales au profit d'un consensus planétaire que les Etats-Unis sont les seuls capables d'orchestrer⁷.

Il ne s'agit pas de faire de l'anti-américanisme primaire, d'autant plus que le peuple américain est aussi la victime du projet de ses dirigeants, mais de comprendre la stratégie des Etats-Unis, qui est dissimulée derrière des principes humanistes généreux, pour tenter de s'opposer aux dangers de cette mondialisation qui nous mène tout droit au « meilleur des mondes » d'Aldous Huxley⁸.

Cette stratégie d'hégémonie, qui s'est dessinée à la fin du siècle dernier, s'est mise en place pendant la Guerre froide, mais elle a été soigneusement occultée par l'endiguement de l'Union soviétique. Aujourd'hui, elle se traduit par l'engagement, que la Maison Blanche décline dans un document officiel dans ses dimensions militaire, économique, culturelle et technologique. Puissance globale disposant d'une politique étrangère globale, la stratégie des Etats-Unis s'applique au monde entier, avec toutefois une intensité variable d'un continent à l'autre, en fonction des intérêts des Etats-Unis.

⁷ Zbigniew Brzezinski : Le grand échiquier, p 272

⁸ Aldous Huxley est le frère de Julian Huxley, premier directeur de l'UNESCO.

I Le *containment* : une stratégie mondialiste

Le but de la stratégie intégrale des Etats-Unis tout au long du XX^e siècle a été l'édification d'un ordre mondial sous domination américaine. L'impérialisme américain s'est peu à peu mis en place jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, puis il s'est affirmé grâce à la bipolarisation du monde qui a servi les desseins mondialistes des Etats-Unis. Ainsi, l'Amérique a pu « intégrer » l'Europe et le Japon, alors que l'Union soviétique faisait disparaître le concept d'Etat-nation de son empire.

1.1. Les origines du *containment*

L'impérialisme américain, né de la puissance industrielle des Etats-Unis, a profité des deux guerres mondiales pour s'affirmer de manière incontestée sur la scène internationale.

1.1.1. Naissance de l'impérialisme américain

René Rémond fait remonter l'impérialisme américain à la fin du siècle dernier : « Les hommes d'affaire américains commencent à porter leurs regards au-delà des limites nationales : ils jettent les yeux sur les marchés de matières premières, convoitent des débouchés pour leurs produits. Certains groupes d'intérêts particulièrement puissants et bien organisés exercent une pression efficace sur le Congrès et l'administration pour faire prévaloir une politique active. (...) Les trusts qui contrôlent la presse façonnent l'opinion qui ne demande qu'à être convaincue de la mission civilisatrice qui incombe aux Etats-Unis du fait de leur supériorité morale : l'idéalisme inhérent au caractère national américain se reporte sur l'impérialisme et lui fournit une justification »¹. L'ouverture des frontières aux produits américains et la suppression des barrières douanières est une expression de cet impérialisme naissant².

Le capitalisme libéral et la démocratie, les deux piliers du modèle de la civilisation américaine, trouvent leurs origines dans le puritanisme³. L'évolution du calvinisme se traduit, chez les Américains, par l'exaltation du travail (primat de l'action sur la contemplation) et par la recherche de la richesse comme principale activité de l'homme (cette richesse n'est pas recherchée pour en jouir, ce serait contraire à l'ascèse puritaine).

1.2.2. Le poids des groupes de pression

Il est impossible de comprendre la stratégie intégrale des Etats-Unis sans faire référence aux puissants groupes de pression. Le principal moteur

¹ René Rémond : Histoire des Etats-Unis, p 89

² La première victime européenne de l'impérialisme américain fut l'Espagne, qui maintenait une domination mal acceptée sur Cuba. Un cuirassé américain, mouillé à la Havane, fut détruit par une explosion dont la cause ne fut pas éclaircie (février 1898). Les Etats-Unis entrèrent en guerre contre l'Espagne, rendue responsable de cet incident, bien qu'elle fut prête à négocier. Après une courte guerre, l'Espagne céda Cuba, Porto-Rico et les Philippines aux Etats-Unis.

³ Max Wéber : L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, p 51

de la politique étrangère américaine depuis les années 20 est le *Council on Foreign Relations* (CFR) qui fut créé en 1919, en même temps que son homologue britannique, le *Royal Institute of International Relations*. Le CFR fut constitué par une élite appartenant aux milieux de la haute finance, de l'université, de la politique, du commerce, des fondations, et des médias. Cet organisme s'est peu à peu emparé de tous les rouages du pouvoir aux Etats-Unis, et à partir de Franklin Roosevelt, tous les présidents des Etats-Unis sont sous son influence. C'est d'ailleurs cette influence constante du CFR sur la politique étrangère américaine qui explique sa grande continuité.

1.1.3. Entre isolationnisme et interventionnisme

Comme le constate Bruno Colson⁴, l'Amérique a toujours été tiraillée entre deux tendances opposées, entre l'interventionnisme de ses dirigeants et l'isolationnisme du peuple américain.

Lors de la première Guerre mondiale, le peuple américain était une nime pour rester en dehors du conflit. Il faudra trente deux mois et une convergence de causes pour que l'Amérique entre en Guerre contre l'Allemagne⁵. Le programme en 14 points du Président Wilson ne fut pas ratifié par le Sénat, et les Etats-Unis durent se tenir à l'écart de la première ébauche de « gouvernement mondial », la SDN, que Wilson avait contribué à fonder. Le peuple américain avait sanctionné une politique interventionniste, renouant avec son désir de neutralité.

C'est un fait, le peuple américain, surtout préoccupé par des considérations économiques, n'aime pas la guerre. Mais Jean-pierre Mayer souligne que l'« Israël américain »⁶ a reçu comme mission de préserver la paix et l'ordre mondial. Considérant que « celui qui a commencé les opérations militaires est coupable, même s'il ne fait que répondre à une agression ou à une provocation »⁷, son engagement se fait avec réticence, mais lorsqu'il est décidé, il est total jusqu'à l'anéantissement de l'adversaire. C'est un curieux paradoxe, poursuit l'auteur, que des idéaux qui proscrivent la guerre puissent être des motifs de la mener avec une extrême violence.

Dès le milieu des années 30, le président Franklin Roosevelt pressent le conflit qui va ensanglanter l'Europe, mais il est dans l'incapacité d'agir, du fait de l'absence des Etats-Unis de la SDN, mais surtout de l'isolationnisme de l'opinion publique. Cependant, « Roosevelt va donner la mesure de ses capacités d'homme d'Etat : il ne renonce pas à agir, mais il se garde de renouveler l'erreur de Wilson, s'engageant sans être sûr d'être suivi. Dosant

⁴ Bruno Colson : op cit, p 34

⁵ « La sauvegarde des sommes prêtées aux Alliés par les grandes banques américaines, l'hostilité à la guerre sous-marine menée par l'Allemagne, les sympathies traditionnelles pour la France et l'Angleterre, l'idéalisme généreux des Etats-Unis, leur attachement aux institutions démocratiques, entrèrent, à des degrés difficiles à apprécier, dans le mouvement qui conduisit le Congrès, le 4 avril 1917, à déclarer la Guerre à l'Allemagne ». René Rémond : op cit, p 91. Le torpillage du paquebot Lusitania en 1915 n'y est pas étranger non plus. On sait que ce paquebot transportait, outre des passagers américains, 3000 caisses de munitions. (Quid, 1993, p 670).

⁶ Nom que les Pères fondateurs ont donné à leur Etat.

⁷ Jean-Pierre Mayer : Stratégie et puritanisme aux Etats-Unis, p 38

l'habileté à l'audace, il use à plein de toutes les possibilités que lui donne la législation (...) »⁸. Il fait adopter par le Congrès la formule du prêt-bail, qui autorise à fournir aux pays qui défendent la démocratie tout ce qu'ils ne peuvent pas se procurer du fait de la pénurie de devise. De nombreux pays en bénéficièrent, dont l'URSS en 1941. La Charte de l'Atlantique, signée entre Roosevelt et Churchill le 13 août 1941⁹, définit les buts de guerre des Etats-Unis : instaurer le libre-échange et supprimer le système colonial contraire aux idéaux américains, y compris celui de l'allié britannique. Cette Charte précisait dans son quatrième point, que « les deux pays s'efforceront dans le cadre des obligations existantes, de rendre possible que tous les pays, petits ou grands, vainqueurs ou vaincus, aient accès sur un pied d'égalité, aux marchés et aux matières premières du monde, nécessaires à leur prospérité économique ». Les 8 points de la Charte de l'Atlantique, qui reprennent la tradition des 14 points de Wilson, expriment « l'idéalisme » et la dimension économique de la stratégie des Etats-Unis, et ils « inspireront les revendications des peuples colonisés et façonneront le nouveau visage de l'Univers »¹⁰.

L'entrée en guerre des Etats-Unis est intervenue à la suite de l'attaque japonaise contre Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. Pour de nombreux auteurs, cette attaque fut une surprise totale. Il semblerait cependant que les dirigeants américains aient été au courant du projet japonais¹². Cette deuxième version est beaucoup plus plausible pour deux raisons. Tout d'abord, Roosevelt avait besoin d'un électrochoc de l'opinion américaine pour faire entrer les Etats-Unis en guerre. Ensuite, les relations entre le Japon et les Etats-Unis étaient des plus mauvaises. Roosevelt ne pouvait évidemment pas avouer qu'il avait sciemment sacrifié des soldats américains.

La mise en place du nouvel ordre économique mondial s'est faite pendant la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis étant sûrs de leur succès. Le 14 décembre 1941, le Secrétaire au trésor américain commanda une étude, dont l'un des objectifs était de préparer l'organisation monétaire de l'après-guerre. Ce rapport a servi de base à la conférence de Bretton Woods qui se tint en juillet 1944, laquelle a donné naissance au Fond Monétaire International et à la Banque mondiale. Le libre-échange fut confié au *General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)*¹⁴ créée en 1947, dont la mission fut de gérer les arbitrages nécessaires et d'organiser les négociations pluriannuelles visant à réduire toujours davantage les entraves au commerce, les *rounds*.

1.1.4. L'ONU, première étape du gouvernement mondial ?

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis et leur allié britannique ont déployé leur stratégie et leur politique à l'échelle planétaire.

⁹ Soit 4 mois avant Pearl Harbor

¹⁰ René Rémond : op cit, p 112

¹² C'est ce que soutient l'amiral W.F. Hasley dans la préface du livre de l'amiral Theobald : *The Final Secret of Pearl Harbor*. L'amiral Hasley a commandé la Flotte américaine qui remporta la victoire de Leyte sur les Japonais (22-27 octobre 1944).

¹⁴ Le GATT a été remplacé en 1994 par l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC).

Selon Pierre de S enarclens¹⁵, cette stratégie a été dirigée contre l'Allemagne et le Japon, mais s' est étendue en fait à tous les continents. Elle a eu pour objectif d'établir une paix durable dans le monde entier, « un ordre cohérent et favorable à la diffusion de leurs intérêts économiques, de leur sécurité politique »¹⁶. L'auteur ajoute que la création du système des Nations Unies traduit bien ce dessein politique. « La Charte de l'ONU, les constitutions des principales organisations spécialisées fixant les principes institutionnels pour guider l'évolution de la société internationale, proclament des idéaux à vocation universelle. En cela, elles expriment la nécessité d'une société politique mondiale »¹⁷.

Le 26 juin 1946, la Conférence de San Francisco concluait ses travaux par la signature solennelle de la Charte des nations, qui reprenaient les idées de la défunte Société des Nations, à savoir la foi totale dans la démocratie universelle.

On peut considérer que l'ONU est une ébauche de gouvernement mondial, dans lequel l'Assemblée générale représenterait le pouvoir législatif, le Conseil de sécurité le pouvoir exécutif, et la Cour internationale de Justice le pouvoir judiciaire. Cependant, «le vrai pouvoir des Nations Unies ne réside pas dans des décisions politiques concrètes, qui sont souvent d'une portée assez faible, mais dans l'influence idéologique et politique qui découle de leur autorité en tant qu'instance de légitimation. Les discours, les résolutions et les documents de quelque nature que ce soit, exercent une influence politique diffuse sur la vie internationale (...) et consistent à organiser des rencontres, à suggérer des politiques (...) en particulier dans le domaine économique et social ».¹⁸

New York fut choisie pour abriter le si ege de l'ONU, afin d'intéresser les Etats-Unis à la nouvelle organisation, que le CFR a largement contribuée à mettre sur pied. Ce choix peut paraître d'autant plus surprenant, que « le rôle mondial des Etats-Unis était suffisant pour intéresser de façon décisive ce pays à une organisation à vocation universelle »¹⁹.

1.2. La stratégie du *containment*

La bipolarisation du monde, issue des accords de Yalta, a conduit les Etats-Unis à adopter en 1948 la stratégie du *containment* proposée par George Kennan. Il s'agissait de contenir l'expansion militaire de l'Union soviétique et de promouvoir une croissance économique globale, sous direction américaine. Cette stratégie n'a pas eu pour but de lutter contre le communisme, mais de le contenir et surtout de poursuivre la mise en place d'un ordre mondial sous domination américaine.

¹⁵ Pierre de S enarclens a été directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Paix à l'UNESCO de 1980 à 1983, et il est professeur de sociologie et de droit international à la faculté de Lausanne.

¹⁶ Pierre de S enarclens : La crise des Nations-Unies, p 29

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid : p 73

¹⁹ Charles Chaumont : L'ONU, p 15.

1.2.1. Une approche géostratégique simpliste

L'affrontement Est-Ouest de la Guerre froide a mis à l'honneur les thèses de McKindler et de Spykman. Selon la théorie de ce dernier, la zone pivot de la géopolitique est le *rimland*, région intermédiaire entre le *heartland* (la Russie) et les mers riveraines. Spykman estime que « celui qui domine le *rimland* domine l'Eurasie (vaste continent qui s'étend de l'ouest de l'Europe à l'est de la Sibérie) ; celui qui domine l'Eurasie tient le destin du monde entre ses mains »²⁰. Dans le contexte de la Guerre froide, la zone stratégique fut un *rimland*, l'Europe de l'Ouest, enjeu majeur de l'affrontement entre l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie. Pour les géopoliticiens, l'endigement ne fut rien d'autre qu'un encerclement du *heartland* soviétique²¹ par des alliances militaires (l'OTAN dans la zone côtière européenne, le Pacte de Bagdad dans la zone du monde arabe et du Moyen-Orient, l'OTASE en l'Asie du Sud-Est).

Cette vision peut paraître assez simpliste, et la thèse de Spykman comme une « lapalissade ». Il est bien évident que celui qui domine plus de la moitié des surfaces émergées soit considéré comme le maître du monde. D'ailleurs, George Kennan, le père du *containment*, n'a reconnu aucune influence de Mckinder ou de Spykman²².

La stratégie américaine s'est attaquée en fait à toutes les puissances hégémoniques du XX^e siècle, l'Allemagne et le Japon, et dans une moindre mesure la Russie. L'Amérique a combattu autant le pangermanisme que le nazisme, et la chute de l'Union soviétique n'a pas mis fin à la stratégie de l'endigement.

1.2.2. Les objectifs du *containment*

L'objectif premier des Etats-Unis était de reconstruire l'économie européenne, débouché vital de l'économie américaine. Ce fut l'origine du plan Marshall. La condition de cette aide fut l'ouverture des frontières et la coopération entre les pays bénéficiaires. Le prêt de 17 milliards de dollars était soumis à la condition de la mise en place d'une communauté économique européenne durable. Ce prêt gigantesque a été financé par le contribuable américain au plus grand profit des trusts des Etats-Unis et pour le bien-être des pays concernés. Il a contribué à la mise en place du « capitalisme mondial », et les réussites les plus spectaculaires concernent les deux grands vaincus de la dernière guerre, l'Allemagne et le Japon, qui étaient et sont encore les deux grandes puissances économiques du monde derrière les Etats-Unis. En prenant en compte la sécurité des deux grands vaincus de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont permis au Japon et à l'Allemagne de redevenir des grandes puissances économiques, mais

²⁰ Aymeric Chauprade : Introduction à l'analyse géopolitique, p 35

²¹ Ibid, p 36

²² Bruno Colson : op cit, p 94

des pays dépendants sur le plan politique. Ces deux pays sont les modèles de l'intégration américaine.

Cependant, les dirigeants américains durent convaincre le Congrès et l'opinion américaine de participer à la reconstruction de l'Europe. Tout d'abord dépeint comme une opération humanitaire visant à alléger les souffrances, la faim et les ravages causés par la guerre, le plan Marshall fut ensuite présenté comme une aide vitale à l'Europe pour contrer la menace communiste.

La poussée de l'Union soviétique en Europe en 1948 a admirablement servi les desseins américains. En effet, les pays européens sont venus demander la protection militaire de l'Amérique, ce qui s'est traduit par la mise sur pied de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, le 4 avril 1949. Ce traité consacrait la solidarité de l'Europe occidentale avec les Etats-Unis, en mettant pratiquement le continent européen sous la protection et le contrôle américains, et dans le même temps, prenait acte du partage de l'Europe en deux blocs, exactement en continuité de ce qui avait été décidé à Yalta. Les douze signataires réaffirmaient leur fidélité aux principes de la Charte des Nations Unies, et fixaient au pacte un rôle exclusivement défensif. Mais le pacte avait une valeur non seulement militaire, mais aussi économique, culturelle et sociale. L'article 2 déclarait en effet que « les parties contribueront au développement de relations internationales pacifiques et amicales, en renforçant leurs libres institutions, en assurant une meilleure compréhension des principes sur lesquels ces institutions sont fondées et en développant les conditions adaptées pour assurer la stabilité et le bien-être. Elles s'efforceront d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques internationales et encourageront la collaboration économique entre chacune d'elles et entre elles toutes ».

1.2.3. Une stratégie à double action

En fait, la bipolarisation du monde a eu pour effet de renforcer la présence américaine en Europe et de permettre à l'Union soviétique de remplir sa mission d'uniformisation des sociétés qu'elle contrôlait. Le statu quo décidé à Yalta a été respecté par les deux grandes puissances tout au long de la guerre froide, et les différentes crises ou guerres (Berlin, Corée, Budapest, Cuba, Prague, euromissiles, course aux armements, Viêt-nam), même si elles ont semblé d'une grande intensité pour les témoins de l'époque, peuvent être considérées comme des aléas dans la stratégie américaine, qui ont toutefois contribué à faire planer sur le monde la menace d'une troisième guerre mondiale qui aurait été dévastatrice pour l'humanité. L'année 1956, qui est marquée par la crise de Suez et par l'intervention soviétique en Hongrie, est venue confirmer cette thèse. Pour Raymond Aron, il s'agissait, pour les Etats-Unis et pour l'Union soviétique, de tenir en main leur propre camp et de respecter les accords de Yalta²⁴. En Europe de l'Ouest, la Guerre froide a permis aux Etats-Unis de consolider leur domination et de faire progresser l'Union économique européenne conformément au plan Marshall. Seule la France a légèrement contrarié le

²⁴ Jean-Pierre Mayer, op cit p 64

projet américain, lorsque le général de Gaulle a quitté la structure intégrée de l'Alliance et a décidé de doter la France de l'arme nucléaire, mais elle n'a pas empêché le projet américain d'aboutir.

Certains auteurs, dont des auteurs américains²⁵, ont reproché à Franklin Roosevelt d'avoir manqué de clairvoyance politique lors des accords de Yalta, d'autant plus que les Etats-Unis avaient largement soutenu la lutte de l'Union soviétique contre l'Allemagne. Une phrase de Roosevelt apporte un éclairage sur ce manque de discernement : « En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'il se produit un événement, on peut être certain qu'il a été prévu pour qu'il se déroule ainsi ». En fait, le régime soviétique a bénéficié d'un soutien des banques anglo-saxonnes, et surtout américaines, pendant plus de 70 ans²⁶. Cette collaboration entre le régime soviétique et les banques américaines a d'ailleurs été reconnue²⁷, bien qu'elle soit surprenante²⁸.

La stratégie de *containment* a consisté à soutenir le communisme tout en l'empêchant de dépasser certaines limites, la partie « soutien » étant cachée et la partie « endiguement » étant officielle. Comme le souligne Douglas Reed : « En 1917, le soutien américain ne pouvait avoir pour effet que l'établissement du communisme en Russie. En 1941, (...) le communisme était établi depuis longtemps. L'aide, à partir du moment où elle était donnée sans limites, ne pouvait avoir pour but que l'extension du communisme. Cette aide fut si prodigieuse, qu'elle permit au communisme de s'étendre sur une vaste zone et de se préparer à une nouvelle guerre »²⁹. Cette alliance entre d'une part les banques et les dirigeants américains et d'autre part le communisme semble bien avoir été l'un des moyens utilisés pour accélérer la marche vers le gouvernement mondial. Les mondialistes avaient besoin d'une certaine extension du communisme pour diviser le monde en deux blocs, le maintenir en état de guerre permanente, et par-là détruire peu à peu le fait national, préalable indispensable à la mise sur pied d'un gouvernement mondial. D'ailleurs, il est frappant de constater que seuls le Japon et l'Allemagne ont été les victimes d'un châtement exemplaire de la part des Etats-Unis. Lorsque, en 1951, le général McArthur émit l'idée de lancer une bombe atomique sur la Chine communiste qui soutenait la Corée du Nord, il fut aussitôt démis de ses fonctions par le Président Truman. Le général McArthur n'avait pas compris que le *containment* ne consistait pas à

²⁵ Bruno Colson : La culture stratégique américaine, p 236

²⁶ La Révolution bolchevique a été financée par la banque *Kuhn and Loeb*, à la suite du refus du Tsar, en 1905, d'accepter la création sur le sol russe d'une banque centrale, comme cela allait arriver aux Etats-Unis avec le *Federal Reserve System* mis en place avec l'accord du Président Wilson en 1913.

²⁷ Dans le numéro d'octobre – novembre 1977 du *journal of the US-URSS trade and economic council*, David Rockefeller déclarait : « En ce moment critique des relations entre les Etats américain et soviétique (...), il est intéressant de rappeler que la Chase Manhattan Bank peut faire état d'une relation ininterrompue avec les institutions financières russes pendant plus de 50 ans. (Cité par *The Spotlight*, 22/01/1990).

²⁸ « Les 100.000 américains qui ont été tués en Corée et au Viêt-nam, ont été tués par notre propre technologie » Antony C. Sutton (historien américain) : *National Suicide-Military Aid to the Soviet Union* (préface).

²⁹ Douglas Reed : *The Controversy of Zion*, p 357

gagner la guerre. La guerre de Corée est intervenue très à propos pour relancer la lutte anti-communiste du monde libre et pour donner à l'ONU l'occasion de mener sa première croisade, alors que les dirigeants américains étaient confrontés à la « chasse aux sorcières » organisée par le sénateur McCarthy. Le maccarthysme, qui a fait comme principale victime le général Marshall, a été condamné en 1954 par le Sénat. Il est intéressant de souligner que l'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord faisait suite à une déclaration du Secrétaire d'Etat à la défense, Dean Acheson, qui avait déclaré que la Corée ne faisait pas partie des intérêts vitaux américains. C'est sans doute une déclaration inconséquente, un peu comme celle que April Glaspie, l'ambassadeur américain, fit à l'Irak quarante ans plus tard.

D'ailleurs, Zbigniew Brzezinski a écrit en 1970, que « le marxisme (...) représente une étape vitale et créatrice dans le mûrissement de la vision universaliste de l'homme (...) Il a brandi le drapeau de l'internationalisme à une époque de plus en plus dominée par les haines nationales... »³⁰. Le communisme n'a jamais été l'ennemi des dirigeants américains, ce qui explique qu'ils ne l'ont jamais condamné du moment qu'il servait leurs desseins.

Cette déclaration est à mettre en parallèle avec ce qu'a écrit Andrei Sakharov, dissident soviétique laissé en liberté par un régime totalitaire : « Par son exemple et par d'autres formes de pressions indirectes, le monde socialiste se doit d'engager le monde capitaliste sur la voie du développement moral, avant de fusionner avec lui »³¹.

L'Initiative de défense stratégique du Président Reagan en 1981 a été considérée comme un tournant stratégique. L'idée d'épuiser l'Union soviétique dans une course à la technologie avait déjà été pressentie en 1960 : « Nous sommes supérieurs aux Soviétiques. Nous voulons peut-être accentuer la pression sur l'économie soviétique en influençant son budget militaire, en les contraignant à ne pas prendre de retard sur nous. Dans la course aux armements nucléaires, nous avons peut-être un moyen de leur faire prendre un retard économique »³². La faillite économique et idéologique de l'Union soviétique, saluée comme la victoire de la politique d'endiguement des Etats-Unis, n'est qu'une étape dans le projet mondialiste des dirigeants américains, ce qui explique l'anticipation stratégique de l'Amérique. La stratégie d'intervention contre le tiers-monde mise en place au début des années 80, initialement destinée à contrer l'Union soviétique, s'est parfaitement adaptée aux nouveaux défis post-Guerre froide³³. Les concepts de conflits de basse et de moyenne intensités « permettent de contenir toute tentative d'émancipation ou de revendication des pays du tiers-monde »³⁴ contre l'ordre international.

³⁰ Zbigniew Brzezinski : *Between Two Ages*, New York, Viking Press, 1970

³¹ Andrei D. Sakharov : *La liberté intellectuelle en URSS*, p 107, Gallimard, 1976 cité par Pascal Bernardin : *L'empire écologique*, p 71

³² Thomas Schelling, cité par JP Mayer : *op cit*, p 99-100

³³ Bruno Colson : *Le Tiers Monde dans la pensée stratégique américaine*, p17

³⁴ Martin Mandl : *Stratégie* n°62, p 44

Il est légitime de se demander si la perestroïka et la chute du mur de Berlin ne furent pas une opération d'intoxication. Il est difficile d'admettre en effet que l'Union soviétique n'ait pas été capable d'empêcher la destruction du mur de Berlin. D'autre part, le « putsch » d'août 1991 fut réalisé dans des conditions rocambolesques. Enfin, les conséquences de la perestroïka laissent perplexes : les anciens communistes sont revenus au pouvoir, sous une étiquette ou sous une autre.

1.3. La fin de la Guerre froide

La fin de la guerre froide ne va pas modifier la stratégie américaine. L'Amérique a toujours été tiraillée entre des tendances opposées, entre l'isolationnisme du peuple américain et l'internationalisme de ses dirigeants symbolisé par le « nouvel ordre mondial » préconisé par Georges Bush à la veille de la Guerre du Golfe. Cet ordre mondial vise à imposer la civilisation américaine au monde entier, ce qui est une ambition commune à tous les empires. Les dirigeants américains sont persuadés de la supériorité morale de leurs valeurs et de la supériorité économique de leur système. L'administration Clinton a choisi une voie que Bruno Colson³⁵ qualifie de médiane mais qui s'inscrit dans la continuité de la stratégie américaine, celle de l'engagement sélectif.

Un nouvel internationalisme, pragmatique et sélectif, réalise la synthèse des différentes visions du rôle des Etats-Unis dans le monde de l'après-Guerre froide et semble fournir une certaine base conceptuelle à la politique étrangère de l'administration Clinton³⁴. De l'internationalisme triomphant, on garde l'idée d'un leadership américain indispensable, qui ferait jouer au maximum les mécanismes de sécurité collective mais se réserverait toujours la possibilité d'une intervention militaire unilatérale. La reconnaissance de la nature insulaire, maritime, commerçante de la puissance américaine débouche sur la nécessité de préserver des capacités d'intervention principalement maritimes et aériennes. L'aspiration des Etats-Unis à dominer le monde par sa culture et par son économie à travers les organisations telles que le FMI, l'OMC, le G-7 est unanimement reconnue par les Américains. Le concept d'engagement global sélectif répond à la volonté de n'intervenir que là où les intérêts des Etats-Unis seraient directement menacés. Le nouveau concept de sécurité économique met en valeur l'importance de la dimension économique de la stratégie américaine.

La stratégie des Etats-Unis est difficilement perceptible du fait de sa complexité, ce qui pourrait laisser penser que l'Amérique n'a pas de stratégie. Bruno Colson³⁶ cite David Abshire qui explique « le vide de pensée sur le rôle exact des Etats-Unis dans le monde » par la période de transition que le monde connaît aujourd'hui. Cependant, la stratégie nationale de sécurité, formulée par le Président Clinton en 1995 et en 1997, s'inscrit dans la droite ligne de la pensée de ses prédécesseurs.

³⁵ Bruno Colson : La stratégie américaine et l'Europe, p 34

³⁶ Ibid p 35

II. L'engagement, la stratégie nationale de sécurité pour le XXI^e siècle

En 1997, la Maison Blanche a publié un document exposant la stratégie américaine de sécurité, *A National Security Strategy for A New Century*. Ce document s'inspire d'études de *think tanks* publiées en 1997. La stratégie américaine, baptisée *engagement*, se fixe trois objectifs : renforcer la sécurité des Etats-Unis, promouvoir la prospérité intérieure en ouvrant les marchés extérieurs et encourager la démocratie dans le monde¹. Le caractère intégral de cette stratégie ressort de l'imbrication des trois dimensions militaire, économique et culturelle. Pour la Maison Blanche, l'environnement international affecte directement leur sécurité, c'est à dire le commerce extérieur qui est la préoccupation première de l'administration Clinton.

2.1. Un *leadership* pour un monde plus sûr et plus prospère

Les Etats-Unis sont désormais la première et la seule puissance globale. Aucune autre puissance ne peut prétendre rivaliser avec eux simultanément dans les quatre domaines clefs, militaire, économique, technologique et culturel qui font une puissance globale. En effet, leurs forces armées possèdent simultanément une capacité d'intervention planétaire et la maîtrise des océans et de l'espace, ils demeurent le principal moteur de la croissance économique mondiale, ils possèdent la suprématie dans les principales technologies innovantes, et leur culture bénéficie d'un pouvoir d'attraction incomparable. Les Etats-Unis veulent rester la seule puissance mondiale et régenter le reste du monde. Ce grand pays est le seul capable de maîtriser les graves crises mondiales d'aujourd'hui, qu'elles soient politiques (Bosnie, Proche-Orient), économiques (crise asiatique et sud-américaine) ou militaires (Guerre du golfe, Kosovo). L'attitude américaine peut être appréciée ou critiquée, il n'en demeure pas moins que les Etats-Unis agissent sur toute la planète, même si les résultats obtenus ne sont pas toujours à la hauteur des attentes. Gendarmes du monde, les Américains sont les maîtres à peine déguisés des grandes organisations internationales telles que l'ONU, l'OTAN, le FMI, l'OMC, la Banque mondiale, le G7... Ces alliances et ces organisations leur donnent une légitimité internationale pour mener leur propre politique.

Comme le souligne Samuel P. Huntington², « Un monde dans lequel les Etats-Unis n'auraient pas la primauté connaîtrait plus de violence et de désordre, moins de démocratie et de croissance économique (...) Le maintien de la primauté des Etats-Unis est essentiel, non seulement pour le niveau de vie et la sécurité des Américains, mais aussi pour l'avenir de la liberté et de la démocratie, de l'économie ouverte et de l'ordre international ».

2.2. Renforcer la sécurité

¹ The White House : *A National Security Strategy for a New Century*

² Cité par Zbigniew Brzezinski : op cit, p 57 - 59

La sécurité est une obsession des Etats-Unis, et la disparition du « compétiteur mondial » n'a pas fait disparaître les menaces. Pour y faire face et pour renforcer la domination américaine sur le monde, la stratégie des Etats-Unis repose sur trois piliers, *shape, respond, prepare*, et elle se donne les moyens militaires et technologiques pour y parvenir.

2.2.1. Les menaces

Depuis la disparition de l'Union soviétique en tant que compétiteur mondial, les Etats-Unis ont classé les menaces en trois catégories. La première est une menace régionale, représentée par un Etat ayant la capacité de menacer les intérêts mondiaux américains en déstabilisant une région. De tels Etats sont symbolisés par la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak ou la Serbie. Plus qu'une menace sérieuse contre les intérêts américains, ces Etats symbolisent plutôt le refus de se plier à l'hégémonie américaine. La seconde menace est transnationale. Il s'agit de la drogue, du terrorisme, du crime organisé, des mouvements massifs de réfugiés. Enfin, la dernière comprend les armes de destruction massive. Le concept de menaces transnationales n'est pas neutre. Il permet de justifier l'abandon de souveraineté des Etats au profit d'organisations internationales pour lutter contre un danger qui les dépasse, faisant ainsi le jeu des promoteurs de l'ordre mondial.

Il est curieux que les mouvements de capitaux qui passent par-dessus les frontières ne soient pas considérés comme une menace transnationale, alors qu'ils peuvent gravement menacer l'économie des Etats. La conférence de l'ONU sur la drogue, qui s'est tenue à Vienne en 1986, a pourtant conclu que le trafic de stupéfiants pouvait être éradiqué en sapant sa base financière. En effet, le blanchiment de 500 milliards de dollars (chiffre d'affaire annuel estimé du trafic de stupéfiants) doit forcément passer par des banques, mais il faudrait pouvoir passer outre le secret bancaire...

La notion de « défi asymétrique » a été définie en 1997 par *la Quadrennial Defense Review (QDR)*. Dans son rapport annuel de 1998, *l'Institute for National Strategic Studies (INSS)* propose une définition de l'asymétrie : « Les menaces asymétriques sont une version du combat déloyal, qui peut inclure la surprise, dans toutes ses dimensions opérationnelle et stratégique, et l'emploi d'armes de manière non planifiée ». La menace asymétrique pourrait revêtir quatre formes : acquisition d'armes de destruction massive et de missiles balistiques à longue portée ; acquisition de systèmes de haute technologie ; utilisation de l'arme cybernétique pour paralyser les infrastructures informationnelles et les systèmes logistiques militaires ; choix de combattre dans des environnements hostiles (ville, jungle) dans lesquels les capacités des forces armées américaines sont dégradées. L'utilisation de moyens asymétriques poursuivrait trois types d'objectifs stratégiques : « perturber les réseaux de communication et de commandement, dissuader les alliés potentiels d'une coalition de soutenir l'intervention des Etats-Unis, infliger des pertes humaines plus importantes que prévues pour affaiblir la détermination américaine ».

2.2.2. Les trois piliers de la stratégie : *shape, respond, prepare*

Face à ces menaces, la réponse américaine consiste tout simplement à conserver une suprématie sur le plan militaire et à promouvoir des pactes multilatéraux ou bilatéraux pour garder leur position dominante. L'approche intégrée de la stratégie américaine repose sur trois piliers essentiels : façonner l'environnement mondial (*shape the world*), répondre à tout le spectre des crises potentielles (*respond to crises*) et se préparer à affronter les menaces du futur (*prepare now*), ce qui pourrait se résumer à dissuader, répondre et préparer.

« Façonner l'environnement mondial » signifie promouvoir la sécurité régionale, prévenir et réduire la portée de la menace par la dissuasion³. Cela signifie surtout éradiquer le concept de souveraineté nationale au profit d'organisations supranationales. L'Etat-nation constitue un obstacle en raison de son caractère belliqueux et surtout parce qu'il peut s'opposer au libre-échange. L'imposition de nouvelles normes du droit international par les Etats-Unis est révélatrice. Avec l'intervention de l'OTAN au Kosovo, le principe de souveraineté nationale a été remplacé par le devoir d'ingérence, qui ne s'appuie sur aucune autre base juridique que la loi du plus fort. Pour arriver à leur fin, les Etats-Unis doivent renforcer leur influence dans les régions clefs à travers les alliances, et encourager l'adhésion aux normes internationales imposées par eux-mêmes. La diplomatie a un rôle important à jouer : dissuader et gérer les conflits (notamment en affichant la volonté américaine d'honorer ses engagements) ; soutenir les alliances et propager l'influence des Etats-Unis dans le monde ; étendre la ratification des traités de limitation des armements (START), de non-prolifération nucléaire, biologique ou chimique, d'interdiction des essais nucléaires (CTBT)⁴. Les forces armées sont complémentaires de la diplomatie. Les forces stationnées outre mer participent directement à la protection et à la promotion des intérêts américains en conduisant des coalitions ad hoc, par la coopération étroite et la participation à des exercices bilatéraux, y compris avec des pays « ni ami ni ennemi » pour les inciter à se rapprocher des Etats-Unis. Les « contacts de militaires à militaires » sont importants, puisqu'ils concourent à la transformation des institutions militaires sur le modèle américain, et qu'ils doivent également permettre de substantielles ventes d'armes à l'étranger.

Si la dissuasion échoue, les Etats-Unis doivent être capables de répondre à tout le spectre des crises potentielles. Cependant, l'engagement doit être sélectif, c'est à dire qu'il doit correspondre aux intérêts des Etats-Unis. De plus, l'engagement doit être décisif. Les leçons du Viêt-nam et de la Somalie ont porté. L'engagement des Etats-Unis est global, puisqu'il concerne aussi bien la diplomatie, les forces armées, l'économie, les règles du droit international, sachant que cet engagement sera prioritairement multinational, les Etats-Unis assurant la conduite des coalitions. La Maison Blanche précise la notion d'intérêts américains, qui se répartissent en

³ Maurice Ronai : Asymétrie et clash des civilisations militaires, Les cahiers stratégiques n°25

⁴ L'administration Clinton s'est montrée très favorable à ce traité, que la France a signé. Malheureusement, le Sénat américain l'a rejeté...

intérêts vitaux (sécurité du territoire, des ressortissants, des alliés et le bien être économique), en intérêts nationaux (le bien être national et l'ordre mondial) et les intérêts humanitaires. L'utilisation de la force militaire est prévue, y compris de manière unilatérale pour défendre les intérêts vitaux. En ce qui concerne les intérêts nationaux, l'utilisation de la force sera confrontée aux risques encourus et au coût de l'engagement. Enfin les intérêts humanitaires nécessitent une réponse de la collectivité nationale qui sera conduite par les Etats-Unis en fonction de leurs intérêts.

2.2.3. Le scénario des deux conflits majeurs

Comme l'a montré Gilbert Achcar⁵, le budget de la défense des Etats-Unis, qui s'établit à 260 milliards de dollars, est un budget digne de la Guerre froide. Certes, le budget de la défense est passé, en dollars constants, de 400 milliards de dollars et 7% du PIB en 1985, à 260 milliards de dollars et 3,2% du PIB en 1997. Mais les chiffres de 1985 étaient exceptionnels. La moyenne annuelle pour la période 1948-1991 est de 304 milliards de dollars, et le budget de la défense en représente 85%. De plus, les dépenses américaines de défense sont au moins égales aux dépenses combinées des six autres pays dotés des plus gros budgets de défense (Russie, Japon, France, Allemagne, Royaume Uni et Chine). Ceci montre que les Etats-Unis conservent les moyens militaires de faire respecter leur vision mondialiste.

La *Quadrennial Defense Review* de 1997 est basée sur le scénario de deux conflits régionaux majeurs (*Major Regional Conflict, MRC*) simultanés, tout « en donnant plus d'importance au besoin qui subsiste de maintenir une présence permanente outre mer afin de déterminer (*shape*) l'environnement international et d'être mieux à même de répondre (*respond*) à une variété d'éventualités de moindre échelle et de menaces asymétriques »⁶. La QDR évoque « la possibilité qu'une grande puissance régionale ou qu'un compétiteur de force équivalente (*peer competitor*) puisse émerger, mais pas avant 2015. William Cohen ajoute : « Certains pensent que la Russie ou la Chine ont le potentiel d'être de tels compétiteurs, bien que leurs avenir respectifs soient incertains ».

La doctrine des deux conflits majeurs de théâtre s'apparente à une posture d'attente stratégique. Le Pentagone écarte pour l'instant la menace d'un conflit majeur avec une grande puissance régionale, et ne retient officiellement que la nécessité de se préparer à un conflit avec les « Etats parias ». La Maison Blanche justifie son choix par le souci de rester dissuasif dans le cas où les Etats-Unis seraient engagés sur un théâtre, par la prudence dans le cas où l'adversaire aurait été sous-estimé, par la volonté de défaire rapidement un ennemi tout en assurant l'intégrité d'une coalition. Le discours sur les « concurrents de puissance comparables », qui ne s'appuie sur aucun élément, permet de justifier le niveau du budget de la défense vis à vis du Congrès⁷ et fournit un ennemi à l'OTAN. Il est logique de

⁵ Gilbert Achcar : La triade stratégique USA/Russie/Chine, Les cahiers stratégiques n°20

⁶ DoD, *Report on the QDR*, Washington 1997

⁷ Michael Klare : La nouvelle stratégie des Etats-Unis, Le monde diplomatique, novembre 1997

supposer que cette puissance militaire est destinée à être utilisée vis à vis des puissances récalcitrantes au projet de mise en forme du monde.

2.2.4. La Révolution dans les affaires militaires

La révolution dans les affaires militaires (RMA) a été lancée au début des années 90 pour répondre aux mutations de l'environnement mondial, et notamment aux menaces asymétriques et non étatiques, auxquelles les forces armées américaines, préparées essentiellement pour une guerre conventionnelle de masse, peuvent difficilement faire face. La RMA a principalement pour objectif d'intégrer les technologies de l'information afin de limiter ou de résoudre tout conflit en neutralisant l'ennemi par la paralysie informationnelle et la létalité ciblée et décisive dans la phase initiale du conflit avec des forces peu nombreuses et dispersées⁸.

A travers la RMA, les Etats-Unis tentent d'épuiser les autres puissances, par une course incessante à la technologie. Les Etats n'ont pas d'alternative. Même s'ils s'alignent sur les standards américains, ils se condamnent à rester en sous ordre en raison de l'insuffisance des moyens mais aussi de l'alignement sur les modes de fonctionnement et les méthodes de raisonnement américains. En refusant ce défi technologique, les nations courent le risque d'être dépassées par les menaces que les Américains créent, à la manière des sociétés de logiciels informatiques qui fabriquent simultanément les virus et les antivirus.

Pour Saï da Bédar⁹, cette orientation stratégique basée sur les capacités mène à la « désincarnation stratégique » puisqu'elle découple les moyens du but politico-militaire. Cette stratégie a, selon lui, pour seul objectif la projection de puissance et ne cherche pas à résoudre les crises. Il fait remarquer que les stratèges du Pentagone sont conscients des limites de leur système : de nombreuses missions militaires nécessiteront une présence physique intensive. Pour ces missions, les promesses de la technologie sont moins certaines, en particulier dans des environnements comme les villes. La Bosnie et le Kosovo sont là pour témoigner que la projection de puissance n'est pas une fin en soi. C'est pourquoi la RMA ne peut pas être considérée comme une révolution au même titre que l'apparition de l'arme nucléaire¹⁰.

Cette projection de puissance semble bien être le seul but de la stratégie américaine, basée sur l'anéantissement rapide de l'adversaire obtenu par un rapport de force écrasant et par une technologie très supérieure. Les forces armées américaines sont au service des dirigeants des Etats-Unis, pour détruire l'adversaire ou pour le contraindre à se plier à la volonté américaine. Les forces armées américaines sont devenues une « menace asymétrique » pour leurs adversaires potentiels dans une logique

⁸ Saï da Bédar : Les cahiers d'études stratégiques n°25, La réforme stratégique américaine : vers une révolution militaire ?

⁹ Saï da Bédar : op cit

¹⁰ Saï da Bédar, op cit

du fort au faible. Cependant, dire que les Etats-Unis manquent d'objectifs politico-militaires est un peu réducteur. En Somalie, l'intervention américaine a été motivée par la présence de pétrole et par la volonté de lancer une nouvelle croisade onusienne. Dans les Balkans, même si les résultats de la politique américaine ne sont pas ceux que l'on attendait¹¹, la stratégie américaine s'évertue à défendre une société multiculturelle dont personne ne veut. Lorsque les conflits durent, les populations finissent cependant par accepter n'importe quelle solution.

2.2.5. La maîtrise de l'information

La supériorité américaine dans le domaine de l'information et du renseignement est un multiplicateur de puissance pour la diplomatie des Etats-Unis. Elle leur permet d'atteindre les buts fixés dans le domaine de la politique internationale par l'attraction et la persuasion plutôt que par la coercition, en convainquant les autres pays du bien fondé de la démarche américaine. Bruno Colson appelle cela la « puissance douce » (soft power). Le but est de « rendre la puissance américaine légitime aux yeux des autres et d'établir des institutions internationales qui les poussent à canaliser ou à limiter leurs activités »¹².

La suprématie des Etats-Unis en matière d'information leur permet de conserver le leadership dans les différentes alliances dont ils font partie. L'engagement de l'OTAN au Kosovo en 1999 a été révélateur. Mis à part la France qui possède son propre satellite de renseignement, dont l'exploitation est tripartite, les pays européens dépendent des informations américaines. Il est bien normal, dès lors que les Américains possèdent le monopole de l'information, qu'ils en fassent usage selon leurs propres intérêts. Vladimir Volkoff a montré comment les opérations de désinformation en Bosnie et au Kosovo¹³ ont été menées. Pour les Etats-Unis, la désinformation sert essentiellement à diaboliser l'adversaire (Irak, Serbie) pour justifier une intervention aux yeux de l'opinion américaine et internationale. La France essaye, avec des moyens limités, d'assurer son autonomie stratégique en matière de renseignement, comme elle l'a fait avec le nucléaire. Cependant l'Europe semble se satisfaire de la domination américaine. Le manque de motivation des Allemands et des Britanniques dans les programmes européens est flagrant et montre que l'identité européenne de défense et de sécurité (IEDS) n'est pas très crédible hors de l'OTAN. Le développement des moyens d'information présente un risque majeur lorsque l'on n'anticipe pas l'événement, celui de manquer de recul stratégique. Cela présuppose également d'avoir une information complète et non tronquée. Les Américains l'ont bien compris.

¹¹ Les Etats-Unis ont livré le Kosovo à l'UCK qu'ils soutiennent depuis plusieurs années. Or l'UCK est avec l'Albanie une des plaques tournantes du trafic de drogue international. (Times, 24/03/1999).

¹² Bruno Colson : op cit, p 47

¹³ Vladimir Volkoff : Petite histoire de la désinformation et Désinformation flagrant délit. V. Volkoff pourrait être suspecté de partialité, mais le rôle des agences privées de relations publiques américaines, *Hill and Knowlton* pour l'Irak et *Ruder Finn Global Public Affairs* pour les Balkan est une réalité reconnue. (Enseignement Général du CID, le façonnement de l'opinion publique).

2.2.6. La défense anti-missile

La Maison Blanche a adopté une position d'attente dans le débat nucléaire, en maintenant la dissuasion et en continuant le développement des programmes de défense anti-missile nationale (NMD) et de théâtre (TMD), qui leur permettront de conserver leur place de leader des marchés de l'armement.

Le maintien de la dissuasion nucléaire est justifié par la non-maturation des programmes de défense anti-missile, et par le fait que « la dissuasion a toujours un rôle à jouer, un proliférant agressif ne pouvant se monter réceptif qu'à la seule menace nucléaire »¹⁴. Les programmes de défense anti-missile, dans lesquels les Etats-Unis ont déjà investi 20 milliards de dollars, remettent en cause la dissuasion entendue comme rapport stratégique stable et le désarmement, vis à vis de la Russie mais aussi des alliés. Pour de nombreux pays tels que la Russie, la Chine ou la France, le développement de ces programmes serait le signal d'une nouvelle course aux armements de la part des puissances nucléaires.

Les Etats-Unis devront choisir entre le maintien de la dissuasion nucléaire et la défense anti-missile pour des raisons budgétaires. On peut supposer que la préférence ira à la défense anti-missile pour deux raisons principales. La première réside dans l'aversion américaine pour cette arme de destruction massive qui ne leur sert aujourd'hui qu'à dissuader une menace, sachant que cette dissuasion pourrait largement s'exercer avec des moyens conventionnels. Le discours américain a toujours été clair : « dans un contexte international autre que la guerre froide, les intérêts des Etats-Unis seraient mieux servis si les armes nucléaires étaient effectivement éliminées des arsenaux nationaux en temps de paix »¹⁵. Ensuite, cette démarche s'inscrit dans une logique de supériorité technologique qui permet aux Etats-Unis de remplacer leur parapluie nucléaire par un parapluie de défense anti-missile, afin de justifier le besoin de protection de leurs alliés et leur présence dans le monde entier. Les essais indiens et pakistanais, officiellement critiqués par la Maison Blanche, font le jeu des Etats-Unis, puisqu'ils participent à la dévalorisation de l'arme nucléaire.

2.3. La dimension économique

Dans la stratégie américaine, les intérêts économiques sont liés à la sécurité, comme le souligne la Maison Blanche : « Notre prospérité intérieure dépend d'un engagement actif à l'extérieur (...). La force de la diplomatie, la suprématie militaire, l'attractivité de nos valeurs à l'étranger, tout dépend de la vitalité de notre économie »¹⁶. Cette primauté de la dimension économique fait ressortir, dans la conduite de la politique étrangère américaine, l'influence

¹⁴ Etienne Durand : Les Cahiers d'étude stratégique n°20, La stratégie nucléaire américaine entre redéfinition et compromis

¹⁵ Ibid

¹⁶ The White House, op cit

grandissante du monde des marchés financiers qui cachent leurs intentions derrière les buts louables que sont la prospérité et la démocratie.

2.3.1. Améliorer l'accès aux marchés

Depuis la fin de la guerre froide, la prospérité économique est officiellement devenue la priorité des Etats-Unis. La mise sur pied du système commercial global le plus ouvert de l'histoire, assurer la compétitivité et la sécurité économique des Etats-Unis ou continuer à façonner un système économique global qui travaille pour l'Amérique, sont autant de déclarations des responsables politiques des Etats-Unis qui signifient la même chose.

La politique étrangère et les intérêts américains sont toujours guidés par l'obsession de maintenir une économie globale ouverte. La place de l'économie dans la stratégie intégrale des Etats-Unis a été définie en 1950 dans un document du *National Security Council*, le rapport NSC-68. Ce rapport précise que « la politique de développement d'une communauté internationale saine serait poursuivie même s'il n'y avait pas de menace soviétique »¹⁶. Une communauté internationale saine signifiait la restauration d'une économie mondiale ouverte, « où les biens et les capitaux pourraient circuler par-dessus les frontières nationales ».

L'importance de l'économie dans la stratégie des Etats-Unis s'est traduite par le concept de sécurité économique, qui est apparu dans le milieu des années 80 avec la montée de la concurrence européenne et japonaise. En 1992, alors que les Etats-Unis sortent d'une situation de récession économique et que les électeurs sont préoccupés par l'emploi et le pouvoir d'achat, Bill Clinton s'empare de la sécurité économique comme thème de campagne. Bill Clinton n'invente rien, il rappelle seulement que la croissance économique dépend d'un facteur essentiel, le commerce extérieur. Ceci explique l'agressivité commerciale des Etats-Unis sous l'administration Clinton. Celle-ci se montre très active pour la promotion des exportations en général, et pour celles des exportations d'armes en particulier¹⁷. Le *Trade promotion Coordinating Committee (TPCC)*, créé par l'*export enhancement Act* de 1992 pour coordonner l'action gouvernementale de promotion et de financement des exportations, fut chargé de l'élaboration d'une stratégie globale et cohérente.

2.3.2. L'influence grandissante des groupes de pression

La Maison Blanche défend la cause des entreprises privées américaines. « La stratégie publique des Etats-Unis est au service des stratégies privées »¹⁸. Le rôle croissant des organisations non

¹⁶ Bruno Colson, op cit

¹⁷ La sécurité économique : Bulletin d'information de la DGA, 1997, Politique et défense, p 15-16

¹⁸ Bruno Colson op cit, p 77

¹⁹ Général de Foï ard : libéralisme et humanisme, Revue de Défense nationale, nov 99. Les cercles de Bilderberg ont été créés en 1954, tandis que la Trilatérale l'a été en 1973 par David Rockefeller, président du CFR.

gouvernementales et du monde des affaires dans la politique étrangère américaine a pour conséquence que la superpuissance américaine ressemble de plus en plus à une superpuissance sans cause et sans but politique. Les hommes d'affaire ne conduisent plus seulement leurs affaires, ils sont impliqués dans presque tous les intérêts nationaux à l'étranger.

Comme le rappelle le général de Foï ard, le pouvoir est en fait exercé par des organisations, telles que le Conseil pour les relations extérieures (CFR), les groupes de Bilderberg (qui réunissent les différents Instituts de relations internationales) et la Trilatérale, qui disposent de moyens financiers considérables et d'un réseau d'influence mondial¹⁹, et exercent une influence sur tous les organismes d'Etat qui détiennent un pouvoir de décision. Jacques Attali décrit très bien le pouvoir de la haute finance : « Dans les deux derniers siècles, l'homme dont l'influence est la plus certaine (...) est le financier, c'est à dire celui qui s'intéresse de près ou de loin à financer les Princes (...) Pionniers de la rationalité capitaliste, témoins fondateur de l'Ordre marchand, ils sont les maillons essentiels de notre Histoire (...), ils finissent par s'organiser eux-mêmes en une étrange aristocratie, une sorte d'ordre austère, aux implacables lois morales et aux rituels féroces »²⁰. Ces groupes de pression, qui ont recherché l'anonymat pendant longtemps, affichent maintenant ouvertement leur but, la mondialisation ou le libéralisme planétaire, qui se traduit par la recherche de l'enrichissement et du profit érigée en motivation première de l'activité humaine, pour le bien-être de l'homme²¹, mais qui cache mal une volonté effrénée de pouvoir. Le but de cet humanisme peut paraître louable, mais ce libéralisme économique n'est pas une source de richesse pour tout le monde. Les riches sont de plus en plus riches, et les pauvres de plus en plus pauvres, y compris aux Etats-Unis. « Cette inégalité ne peut à terme que susciter un violent sentiment de révolte et porte en son sein un facteur d'explosion pouvant se traduire par la mise en œuvre de moyens dont disposent les nations déshéritées : guérillas, terrorisme, auxquels ils savent les nations développées vulnérables »²². Actuellement, ces pays pauvres utilisent le trafic de stupéfiants et l'immigration. On retrouve les préoccupations de la maison Blanche : les menaces transnationales et asymétriques...

2.3.3. Promouvoir la démocratie et les droits de l'homme

La démocratie offre deux avantages pour les Etats-Unis : d'une part elle est très bien adaptée au libre-échange, et d'autre part le pouvoir politique est soumis à la pression des électeurs que les Etats-Unis sont à même

²⁰ Jacques Attali : Sir Siegmund G Warburg – un homme d'influence. Siegmund Warburg est de la famille de Paul Warburg, inspirateur du Federal Reserve System aux Etats-Unis, et l'un des premiers directeurs du CFR.

²¹ Général de Foï ard, op cit. L'auteur fait référence à une déclaration de Rockefeller (qui est à l'origine de la création de la Trilatérale en 1973) lors d'une réunion du Bilderberg en 1991 : « Nous remercions le Washington Post, le New York Times, Times Magazine et les autres grandes publications... qui ont respecté leurs promesses de discrétion pendant au moins 40 ans... Il eut été impossible pour nous de développer notre place mondiale si nous avions été l'objet d'une publicité quelconque pendant ces années là ».

²² Ibid

d'influencer, voire de manipuler, grâce à leur supériorité dans le domaine de l'information et de l'image. L'opinion publique ou internationale, les soit disant consensus, sont des artifices pour faire passer des idées et imposer des décisions beaucoup plus surs que le recours au referendum. La théorie des systèmes, chère aux stratèges américains et aux partisans de la « gouvernance globale », est appliquée à la société. Le système dirigeant est en interaction avec le système dirigé. On agit d'un côté avec des lois, des idées,...et on observe la boucle de rétroaction, qui engendre une nouvelle action.

L'Administration Clinton pratique une *realpolitik* tout en prêchant la moralité et le bien être de l'humanité. Le soutien des droits de l'homme n'empêche pas les Etats-Unis de développer leurs relations commerciales avec la Chine et d'imposer un embargo meurtrier contre la population irakienne. Les droits de l'homme sont souvent un prétexte pour justifier une intervention aux yeux de l'opinion publique américaine majoritairement favorable à l'isolationnisme et aux yeux de l'opinion internationale. Le principe des droits de l'homme remplace aujourd'hui le principe séculaire de la souveraineté nationale. L'ingérence est devenue un droit et même un devoir, pourvu qu'elle soit humanitaire.

Le bien être économique a pris l'ascendant sur la promotion des valeurs, et le libéralisme économique préconisé par les Etats-Unis entraîne l'humanité vers une dérive suicidaire. Le progrès de l'humanité n'a en effet concerné que le domaine matériel de la nature humaine. Par contre, « celui de l'esprit, de l'intelligence, de la morale et de la vie spirituelle a régressé »²³.

2.4. Sauver la planète : le combat écologique au service du mondialisme

La Maison Blanche ne définit pas explicitement de stratégie culturelle, qui est en fait intégrée dans les autres dimensions de la stratégie intégrale des Etats-Unis, et surtout dans la dimension économique. Elle s'exerce de manière cruciale dans le secteur de l'information et des communications, deux secteurs dont les Américains sont les leaders incontestés. Cette suprématie permet aux dirigeants américains de façonner les consciences à l'échelle planétaire, prélude du nouvel ordre mondial. Les thèmes du réchauffement de la planète, de l'appauvrissement de l'ozone, de la déforestation et de la surpopulation, qui sont abordés dans la stratégie nationale de sécurité, entrent dans cette logique. Une bataille pour sauver la planète a pris la place du combat idéologique de la Guerre froide. Devant la gravité des risques encourus, l'humanité ne peut qu'unir ses forces pour résoudre ces grands problèmes qui ne sont plus à la mesure des capacités des Etats.

Ce combat écologique est un des chevaux de bataille de la stratégie mondialiste des dirigeants américains, dont l'association *Green Peace* est le fer de lance. Le vice-Président Al Gore lui-même a écrit un livre intitulé « Sauver la planète terre » (1992). Les menaces écologiques existent, mais

²³ Général de Foix : op cit

elles atteignent aujourd'hui un niveau insignifiant. En fait, comme l'a déclaré le milliardaire américain Maurice Strong²⁴ lors de la conférence de Rio en 1992, « ... en entreprenant des actions contre une menace connue mais non prouvée, comme celle des émissions toxiques qui réduisent l'atmosphère, vous atteignez des résultats positifs qui justifient l'action même si la grande menace se révèle ensuite infondée ». L'écologie est un souci mondialement partagé. Edouard Chevardnadzé écrit que « tant que l'on n'aura pas organisé à l'échelle mondiale une coopération écologique efficace, chaque Etat sera menacé d'une dégradation des conditions physiques de son existence »²⁵.

Les organisations non gouvernementales (ONG) et des groupes d'experts internationaux sont appelés à étudier les menaces écologiques qui ne connaissent pas de frontières. Ces organismes sont subventionnés par de généreuses fondations, telles que Rockefeller, Ford, Gorbatchev, etc. Les savants ont une alternative : dire ce que l'on veut qu'ils disent, ou disparaître dans l'oubli et la pauvreté.

La menace écologique a pris naissance avant les années 70. George Kennan, le père du *containment*, a écrit un article sur ce sujet dans la revue *Foreign Affairs* en Avril 1970, bien avant que le trou dans la couche d'ozone et l'effet de serre ne soient connus du grand public. Il écrit notamment : « Même le lecteur le plus distrait de la presse de ces derniers mois et de ces dernières années n'a pu manquer de remarquer les avertissements toujours plus nombreux concernant la dégradation de l'environnement (...). La communauté scientifique et l'opinion publique mondiale ont le plus grand besoin, en ces heures sombres, de perspectives nouvelles et prometteuses. Les puissances communistes et occidentales en particulier, doivent remplacer les obsessions de la Guerre froide par une préoccupation commune qui bénéficiera à tous (...)»²⁶.

Il y a certes un devoir de protéger l'équilibre global de la terre, mais ce discours est accaparé et transformé en arme au service d'un totalitarisme mondialiste. Il est regrettable que ceux qui mettent tant de cœur (et parfois de hargne) à défendre nos amis les animaux, ne mettent pas ce dévouement au service de la véritable dignité humaine.

²⁴ Secrétaire général de la Conférence de Rio. Cité par pascal Bernardin : L'empire écologique.

²⁵ Edouard Chevardnadzé : L'avenir s'écrit liberté, p 205, Odile Jacob, 1991. M. Chevardnadzé fut ministre des Affaires étrangères sous Gorbatchev.

²⁶ George Kennan : *To prevent a World Wasteland*, Foreign Affairs, Avril 1970, vol 48 n°3, p 401, cité par Pascal Bernardin, op cit., p 305.

III. Une approche régionale intégrée

Dans la vision globale des Etats-Unis, les cinq régions du monde font l'objet d'une approche intégrée, mais seulement trois représentent un grand intérêt pour les Etats-Unis : l'Europe et l'Eurasie, l'Asie orientale-Pacifique, et le Moyen-Orient/Asie du Sud et du Sud-Ouest. L'Amérique du Sud est en effet considérée comme un marché intérieur depuis l'élargissement de l'ALENA, tandis que l'Afrique est considérée comme un réservoir de matières premières. La Maison Blanche définit sa stratégie, qui consiste à intégrer la défense et la promotion de leurs intérêts culturels, économiques et militaires.

3.1. L'Europe et l'Eurasie

La stratégie américaine en Eurasie est la continuation du *containment* sous une forme un peu différente. Elle vise à instaurer un vaste espace transatlantique, qui se traduit par la poursuite de l'intégration de l'Europe, et par le démantèlement progressif de l'ancien empire soviétique.

3.1.1. L'Europe : la poursuite de « l'intégration »

L'objectif américain en Europe est clair et se conjugue sur un double registre. L'Europe doit être stable et sûre pour que les soldats américains n'aient plus à verser leur sang, et son économie doit être suffisamment forte pour offrir des possibilités d'investissement aux Etats-Unis¹. La Maison Blanche parle « de terminer l'œuvre que les Etats-Unis ont lancée il y a cinquante ans avec le Plan Marshall et la création de l'OTAN »². L'OTAN est en effet la pierre angulaire de la stratégie américaine en Europe, capable d'assurer la sécurité européenne et de promouvoir son « intégration » dans le dessein des Etats-Unis. Outre le fait qu'elle permet d'« endiguer » la création d'une Europe politique, l'Alliance écarte les Européens des questions de sécurité et cantonne l'Union européenne dans un rôle de partenaire économique obligé. L'Europe « démocratique et unie » désirée par la Maison Blanche est celle qui approuve la politique étrangère américaine au Kosovo, et celle qui met au ban de l'Europe l'Autriche qui prétend défendre la notion de Patrie.

Le discours américain sur l'Europe est assez ambivalent au premier abord. Des personnalités comme Henry Kissinger ou Zbigniew Brzezinski, tous deux membres éminents du CFR (l'un républicain, l'autre démocrate), reconnaissent la nécessité d'une Europe politique, et pourtant cette dimension politique européenne n'apparaît jamais dans l'approche stratégique de la Maison Blanche. Au contraire, il n'est question pour la Maison Blanche que de domination et d'influence. Ainsi la présence militaire américaine en Europe sert à « préserver l'influence des Etats-Unis et leur leadership dans l'OTAN »³. Les Etats-Unis ne s'opposent pas à l'Initiative européenne de sécurité et de défense dans la mesure où celle-ci se

¹ Bruno Colson : op cit, p 68

² The White House : op cit

³ Ibid

concrétise au sein de l'Alliance, et non pas à côté de l'Alliance. Ils s'opposent par contre à la création d'une structure de sécurité parallèle à l'OTAN qui ne leur permettrait plus exercer leur leadership sur l'Europe. Pour Alexandre del Valle⁴, la volonté américaine de créer des Etats islamiques en Europe, et le soutien inconditionnel américain à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne sont délibérément orientés contre l'union politique de l'Europe. La stratégie américaine dans les Balkans contribue à créer une cassure entre l'occident chrétien et le monde slavo-orthodoxe afin de convaincre les Européens qu'ils sont plus proches de leur partenaire d'outre-atlantique que de leurs voisins de l'est. Les Etats-Unis considèrent que l'Europe est une tête de pont indispensable pour prendre pied sur le continent Eurasiatique. D'après Richard Holbrooke, « Que nous le voulions ou non, nous sommes une puissance européenne. L'histoire de ce siècle nous démontre que lorsque nous nous désengageons, l'Europe verse dans une instabilité qui nous oblige à y retourner ». Ils reconnaissent que l'Europe doit accéder à un statut d'associé et propose un partage du fardeau : l'Amérique conserverait la maîtrise des moyens de commandement, de renseignement, de planification et de transport logistique, tandis que les pays européens renforceraient leurs moyens conventionnels. Pour les Etats-Unis, la défense européenne pourrait se faire sous le contrôle politique et la direction stratégique de l'UEO, mais sous le contrôle discret de l'OTAN (et donc des Etats-Unis) qui mettrait à la disposition de l'UEO ses infrastructures et ses moyens de planification. La nomination de Javier Solana, ancien Secrétaire général de l'OTAN, comme Monsieur PESC et comme Secrétaire général de l'UEO, va dans ce sens. Les Etats-Unis font sentir aux Européens que ces derniers ne sont pas capables d'assurer seuls leur sécurité, et leur intervention tardive dans le conflit yougoslave visait en premier lieu à réaffirmer la nécessité de l'OTAN et l'indispensable leadership américain⁵.

Le deuxième élément de la stratégie américaine en Europe est d'ordre économique. Depuis le début de la Guerre froide, l'OTAN a intégré les pays européens dans un espace sécurisé dans lequel les Etats-Unis peuvent faire avancer leurs intérêts. L'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est et le partenariat pour la Paix est le prolongement de cette stratégie. Le général Gallois considère que l'Europe est un espace stratégique et un marché pour les Etats-Unis⁶. Richard Holbrooke a déclaré que « l'OTAN est une association d'économie de libre marché, de démocratie de libre marché »⁷. La chute de l'Union soviétique ne pouvait pas entraîner la disparition de l'OTAN, car sa vocation n'était pas uniquement d'empêcher l'expansion militaire soviétique. L'Union monétaire et économique de l'Europe va dans le sens des intérêts américains. L'Europe a vécu pendant quarante ans dans la crainte d'une « finlandisation », mais elle est en passe d'être « bruxellisée ». Il est probable que la dépendance de l'euro vis à vis du

⁴ Alexandre del Valle : Islamisme et Etats-Unis, une alliance contre l'Europe, p 260. Lors du sommet d'Helsinki qui a accepté le principe de la candidature turque à l'union européenne, le Premier ministre turc, Bulent Ecevit a déclaré : « Inévitablement, les frontières de l'Europe vont s'étendre plus à l'est, vers le Caucase, l'Azerbaï djan, et finalement vers l'Asie centrale, puis le reste de l'Asie », reprenant la vision géopolitique de Z. Brzezinski.

⁵ Bruno Colson : op cit, p73

⁶ Général Gallois : La France sort-elle de l'histoire, p 38

⁷ Bruno Colson : op cit, p 69

dollar va encourager la fusion des banques centrales américaine et européenne. Il est frappant de constater que les initiatives politiques européennes, que ce soit la PESC ou l'IESD ont été suivies l'une par une « déclaration sur les relations entre la communauté européenne et les Etats-Unis », l'autre par le « Nouvel Agenda Transatlantique ». L'accord de libre échange transatlantique (TAFTA) a pour objet d'empêcher la constitution d'un bloc économique en Europe hostile aux intérêts américains. Le but du TAFTA serait la fusion de l'Union européenne et de l'OTAN en une Union atlantique.

3.1.2. La Russie : de l'endiguement au refoulement

Les Etats-Unis présentent la Russie comme une menace potentielle, même si elle connaît des problèmes intérieurs importants. L'engagement des Etats-Unis face à la Russie, que François Thual qualifie de « néo-containment », a pour objectif d'étendre la démocratie et le libre-échange à la Russie, mais concrètement de repousser le plus à l'est et le plus au nord l'influence russe. L'extension de l'OTAN vers l'est, le contrôle des Balkans et la poussée américaine en Asie centrale riche en pétrole en sont les signes tangibles. La Russie est la cible privilégiée de l'OTAN, car c'est non seulement le pays le plus grand du monde, mais aussi celui qui détient les ressources naturelles les plus importantes du monde. Sa faiblesse actuelle offre à l'Amérique une occasion unique d'imposer son contrôle sur cet immense pays qui devra être fragmenté en des Etats-nations peu viables obligés de se regrouper dans des organisations supranationales.

Cependant, cette stratégie américaine, qui s'apparente à un « roll back », ne vise pas tant le gouvernement russe, mais plutôt un éventuel réveil du nationalisme russe. La Russie a montré par le passé qu'elle était capable de redresser des situations désespérées.

Selon les analystes, la Russie n'a à sa disposition que l'énorme stock de missiles nucléaires pour freiner l'expansion des Etats-Unis. Le refus de la Douma de ratifier les accords START 2 serait une sorte de chantage nucléaire. On assiste alors à un retournement stratégique, le désavantage conventionnel de la Russie la poussant à adopter une stratégie défensive du faible au fort. Ce sont les Etats-Unis qui ont aujourd'hui intérêt à réduire l'importance du facteur nucléaire dans les équilibres stratégiques.

Cependant, le comportement des Etats-Unis indispose la Russie, et la stratégie visant à accroître la sécurité sur le continent eurasiatique pourrait avoir, à terme l'effet inverse. Pour calmer les craintes russes, les Etats-Unis ont signé avec la Russie l'Acte fondateur en 1997. Mais, les termes de ce traité sont assez flous, ce qui a poussé la Russie à réagir face à la poussée économique et stratégique de l'OTAN, en tentant de réorganiser son domaine impérial traditionnel.

Toutefois, on peut se demander si on n'assiste pas à un « rejeu » de la Guerre froide, c'est à dire un nouveau partage du monde, l'OTAN ayant connu une expansion vers l'est. En effet, la Russie n'est nullement inquiétée

lorsqu'elle mène ses opérations militaires contre les indépendantistes tchétoches, même si le Président Clinton la condamne du bout des lèvres. D'un autre côté, la Russie a fait mine de défendre la Serbie orthodoxe face aux menées de l'UCK et de l'OTAN. Il est surprenant de constater que ni la Russie, ni la Chine, les deux «compétiteurs majeurs», n'aient utilisé leur droit de veto au conseil de sécurité.

Le régime soviétique a contribué à appauvrir le peuple russe, économiquement et spirituellement. Les tentatives de passage à l'économie de marché n'ont eu pour effets que d'enrichir les anciens dirigeants communistes transformés en hommes d'affaires internationaux, de muer les sociétés nationales en trusts, et de ruiner la population, dont les conditions de vie ont brutalement régressé, le tout avec l'aide et la bénédiction du FMI. Ses experts en économie n'avaient sans doute pas prévu ce phénomène. A quoi bon décerner des prix Nobel d'économie à des théories inapplicables à ceux qui en ont le plus besoin, les anciens pays communistes et le Tiers Monde ?

3.2. L'Asie orientale-Pacifique

L'Asie orientale revêt une importance capitale pour les Etats-Unis, car cette région est en passe de devenir le centre de gravité de l'économie mondiale, mais elle demeure « un volcan politique en sommeil »⁸. L'avenir de la région dépend essentiellement des deux pays clefs, le Japon et la Chine.

3.2.1. Une région instable

Bien qu'elle dépasse l'Europe en matière de développement économique, l'Asie orientale a peu évolué économiquement, et elle ne dispose pas de structures de coopération multilatérale susceptible de résorber ou d'atténuer les risques de conflits territoriaux, ethniques ou nationaux. En effet, ni l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique), ni le forum régional de l'ASEAN (ARF), n'ont la solidité des liens qui unissent les Etats européens entre eux⁹. C'est pourquoi l'un des objectifs de la Maison Blanche est de renforcer ces structures.

3.2.2. Le Japon

L'accord bilatéral de sécurité signé en 1996 entre le Japon et les Etats-Unis est la pierre angulaire de la stratégie américaine dans la région Asie-Pacifique. Le Japon n'a pas d'autres choix que de collaborer à la politique des Etats-Unis dans la région. En effet, le Japon ne peut prétendre jouer un rôle régional de premier plan sans se heurter à la Chine. Il ne reste plus au Japon qu'à chercher à profiter de la protection des Etats-Unis pour servir au mieux ses intérêts. Les Etats-Unis donnent au Japon l'occasion d'avoir un rayonnement mondial, un *leadership in leadership*, et les Japonais acceptent une grande sagesse ce rôle. La leçon d'Hiroshima a porté. L'accord nippo-

⁸ Zbigniew Brzezinski : op cit, p 199

⁹ Ibid, p200

américain, renforçant l'alliance militaire entre les deux pays et la participation japonaise, vise à impliquer davantage le Japon en cas d'engagement des Etats-Unis dans un conflit majeur régional, ce qui montre la confiance que les dirigeants américains accordent à l'ancien empire du soleil levant.

3.2.3. La Chine

La Chine joue également un rôle d'épouvantail potentiel, avec lequel les Etats-Unis entretiennent d'excellentes relations, même s'ils accueillent quelques dissidents que la Chine veut bien libérer. L'entrée de la Chine dans l'OMC est une victoire économique pour les Etats-Unis, mais aussi un gage de bonne volonté. L'accession de la Chine en tant que superpuissance régionale n'inquiète pas les Etats-Unis car elle ne remet pas en cause la présence américaine dans la région. L'administration Clinton a choisi de mener une politique d'association, en évitant de désigner la Chine comme un adversaire. Pour Zbigniew Brzezinski, l'intégration de Taï wan dans la Chine populaire est une certitude pour l'avenir, les Etats-Unis s'opposant seulement à une action en force qui serait le signe d'une volonté hégémonique. La présence militaire américaine est là pour dissuader la Chine de mener une politique régionale susceptible de nuire aux intérêts américains.

3.3. Le Moyen-Orient et l'Asie du Sud et du Sud-Est

Cette région représente un intérêt géostratégique pour les Etats-Unis. En effet, elle est située entre les deux puissances économiques rivales des Etats-Unis, l'Europe et l'Asie orientale, et elle est très riche en hydrocarbures. Le contrôle de cette région par les Etats-Unis passe par une politique pro-islamiste, malgré les excès de l'islamisme militant. Cette alliance islamo-américaine s'explique par plusieurs raisons. Avant tout elle permet de compenser la politique pro-israélienne vis à vis du monde arabe. Ensuite, les pays islamiques représentent un vaste marché non compétiteur¹⁰. D'autre part, elle contribue à endiguer la Russie. Enfin, elle sert à intégrer l'Europe dans un espace transatlantique dans la mesure où l'islam représente une menace¹¹ que seule l'aide américaine peut contrer. Pour certains, cette stratégie risque de se transformer, à moyen terme, en une menace pour l'Europe. Le bloc islamique est fort d'un milliard d'individus unis de manière diffuse par une haine commune de l'occident, sans cesse ravivée par les fondamentalistes musulmans que soutiennent les dirigeants américains, et les pays européens sont déjà confrontés à un sérieux problème démographique ainsi qu'à une immigration islamique massive difficilement intégrable¹². Pour d'autres, l'islamisme ne représente pas un danger, car il manque d'unité et aucun pays n'est assez puissant pour fédérer les pays musulmans¹³. Officiellement, les Etats-Unis considèrent que l'islam « n'est nullement hostile à l'Occident et aux valeurs de la démocratie moderne »¹⁴. Il faut entendre par démocratie moderne une société ultra

¹⁰ Général Gallois : La France sort-elle de l'histoire ?, p 40

¹¹ Alexandre del Valle : op cit, p 270

¹² Alexandre del Valle : op cit, p 286

¹³ Samuel P. Huntington, p 191

¹⁴ Robert Pelletreau cité par Alexandre Del Valle, op cit, p 139. R. Pelletreau est un ancien adjoint au secrétaire d'Etat à la défense.

libérale multiculturelle. Cependant, les Etats-Unis sont conscients du risque que pose la confrontation des civilisations, et le renforcement du flanc sud de l'OTAN, notamment en Méditerranée, n'y est pas étranger¹⁵. L'amiral Lopez, commandant la 6^e flotte américaine a déclaré : « La prochaine guerre peut être provoquée par un certain nombre de causes explosives : difficultés économiques, pénurie d'eau, fanatisme religieux, (...) pour prévenir un conflit, il faut être sur place »¹⁶. Les rebelles à l'ordre mondial sont prévenus.

¹⁵ Sami Makki : Projection de puissance dans le sud, Les cahiers d'études stratégiques n°25

¹⁶ Général Gallois : op cit, p 84

Conclusion

Le but de la stratégie intégrale américaine est d'instaurer un ordre mondial dominé par les Etats-Unis, dans lequel l'Etat-nation serait dilué dans des alliances et des organisations supranationales. Pour y arriver, ils s'appuient la manipulation de l'information à grande échelle. A partir de la Seconde Guerre, l'Union soviétique a servi de repoussoir pour précipiter les nations qui refusaient le communisme dans le giron des Etats-Unis. Après la chute du mur de Berlin, l'intégration de l'Europe au pacte euro-atlantique se poursuit, la Russie et la Chine étant présentées comme des menaces potentielles. Aujourd'hui, un nouveau combat pour sauver la planète a remplacé la lutte contre l'Union soviétique. L'écologie est utilisée pour faire aboutir la « gouvernance globale », seuls les pays riches et les trusts pouvant respecter des normes qu'ils imposent.

La politique étrangère des Etats-Unis ressemble souvent à « un bateau ivre », mené au gré des intérêts des puissants lobbies qui dictent leur volonté au Congrès, mais qui avance en gardant toujours le même cap. « L'ordre mondial » proclamé par George Bush au lendemain de la chute de l'Union soviétique, est l'objectif poursuivi depuis des décennies par le CFR, puis par la Trilatérale, et la haute finance, qui ne sont que les bras armés des loges maçonniques, « cette main occulte qui guide, oriente et établit le destin des peuples ». Cette thèse est souvent interprétée comme « le fruit d'une imagination plutôt ardente, disons même d'une création fourvoyée d'esprits inquiets, chez lequel le besoin de réponse et de certitudes se concrétise sous la forme d'une reconstruction sur mesure de l'histoire ». La vérité, ce « luxe auquel ne peuvent prétendre que les gens riches ou ceux qui n'ont pas d'emploi à perdre », comme le soulignait Beaumarchais, n'est pas toujours bonne à dire. Le CFR a quand même reconnu, en 1972, qu'il avait agit depuis longtemps comme un super gouvernement non élu des Etats-Unis, mais qu'il était mû par « l'altruisme, l'idéalisme et la dévotion désintéressée au bien commun ». Lorsque les hommes les plus riches et les plus puissants de la planète se réunissent à Davos ou ailleurs, ce n'est certainement pas dans le seul but d'émettre des idées humanistes et désintéressées, ou bien l'homme serait devenu naturellement bon. Une phrase de Madeleine Albright est riche de sens : « Nous, les Américains, avons un avantage sur les autres nations. Nous savons qui nous sommes et ce que nous croyons. Nous sommes des constructeurs. Notre responsabilité n'est pas d'agir comme des prisonniers de l'Histoire, mais de faire l'Histoire... »¹. On comprend alors pourquoi Zbigniew Brzezinski est si clairvoyant dans sa vision géopolitique du monde.

La confrontation Nord-Sud a remplacé l'antagonisme Est-Ouest de la Guerre froide chez les stratèges américains depuis longtemps. Alexandre Del Valle souligne que la stratégie américaine contribue à aggraver sérieusement le « choc des civilisations », pour reprendre l'expression de

¹ Déclaration de Madeleine Albright lors du cinquantième anniversaire du plan Marshall : cité par le Spectacle du monde, dec 1999.

Samuel Huntington, qui oppose l'Occident à l'islam², considéré comme le dernier rempart contre la « religion universelle »³ et le nouvel ordre mondial. Les dirigeants américains veulent démontrer que la religion est un facteur de conflictualité, et que la paix entre les civilisations passe nécessairement par un gouvernement mondial dirigé par les Etats-Unis et par une civilisation multiculturelle⁴. Aujourd'hui, tout le monde se félicite de l'état de la natalité en Europe, compensé par une immigration massive qui a pour but de former cette société multiculturelle. Une phrase d'Alfred Sauvy s'adapte parfaitement au vieux continent : « L'Europe ? Mais elle n'existe plus. Le problème, c'est qu'elle ne le sait pas encore ».

Beaucoup semblent s'étonner et s'offusquer de la soudaine hégémonie américaine, alors qu'elle était en germe depuis très longtemps. Pour François Géré⁵, la toute puissance américaine et l'absence de puissance capable de contrebalancer cette domination mondiale risquent à terme de se retourner contre les Etats-Unis, ceux-ci pouvant devenir la cible de tous les ressentiments. Mais l'échec de la conférence de Seattle ou l'IEDS ne sont pas tant un rejet de la mondialisation, mais plutôt un signal fort appelant à une meilleure répartition des rôles dans le « grand jeu ». Ces oppositions ne changent pas grand chose, car il y a une confusion plus ou moins volontaire entre les causes et les conséquences. La tendance actuelle est de prôner des solutions qui s'attaquent à une conséquence, sans jamais toucher à la cause première.

La stratégie américaine n'est cependant pas infaillible, comme l'attestent ses échecs récents en Afrique, et des dissensions internes peuvent apparaître ici ou là mais uniquement sur la manière de conduire les affaires du monde. A force d'opiniâtreté et grâce à l'appui des organisations internationales, les dirigeants américains finissent par arriver à leurs buts, et il appartient à chacun de faire ce qui est son pouvoir pour refuser le modèle d'homme qu'ils érigent : un homme sans racines, sans tradition, sans références, sans terre, sans autre but dans la vie que le plaisir ou l'accumulation de richesses personnelles, un homme sans esprit critique et esclave de ses passions, alors que la vraie liberté de l'homme n'est-elle pas précisément de les dominer ? La mondialisation en tant que rapports plus étroits entre les peuples et les économies est une bonne chose. Mais les dirigeants américains proposent une « globalisation », qui a pour effet de délégitimer les souverainetés, de disqualifier le politique et le culturel, le commerce et la finance se substituant à tout⁶.

² Alexandre Del Valle : Stratégie n°70/71, Genèse et actualité de la stratégie pro-islamiste des Etats-Unis. L'ouvrage de Samuel Huntington a été précédé d'un article, intitulé *The clash of civilization ?*, paru en 1993 dans la revue *Foreign Affairs* du CFR.

³ Le New Age, par exemple, dont le Vice-président Al Gore est un fervent défenseur.

⁴ C'est la thèse de Samuel Huntington : op cit, p 355

⁵ François Géré : Impérium américain : le monde diplomatique, novembre 1997.

⁶ Spectacle de monde, décembre 1999

Bibliographie

Livres

- Général André Beaufre : Introduction à la stratégie, 1965, Librairie Armand Colin
- Pascal Bernardin : L'empire écologique, 1998, éditions NDG
- Zbigniew Brzezinski : Le grand échiquier, 1997, Bayard édition
- Aymeric Chauprade : Introduction à l'analyse géopolitique, 1999, Ellipses
- Bruno Colson : La stratégie américaine et l'Europe, 1997, Economica
- Bruno Colson : La culture stratégique américaine, 1993, Economica
- Hervé Coutau-Bégarie : Introduction à la stratégie, 1999, Economica
- Alexandre Del Valle : Islamisme et Etats-Unis, une alliance contre l'Europe, 1997, L'Age d'Homme
- Général Pierre Marie Gallois : La France sort-elle de l'Histoire ?, 1999, L'Age d'Homme
- Samuel P. Huntington : Le choc des civilisations, 1997, édition Odile Jacob
- Jean-Paul Mayer : Stratégie et puritanisme aux Etats-Unis, 1995, Esprit de défense
- Général Poirier : Stratégie théorique II, 1987, Economica
- Pierre de Sénarclens : La crise des nations Unies, 1988, PUF
- René Rémond : Les Etats-Unis, 1986, PUF
- Georges Valance ; Les maîtres du monde, 1992, Flammarion
- Wladimir Volkoff : Petite histoire de la désinformation, 1997, édition du Rocher
- Wladimir Volkoff : Désinformation flagrant délit, 1999, édition du Rocher

Documents Internet

- The White House : A National Security Strategy for a New Century, 1997
- Department of defense : Report on the QDR, 1997

Périodiques

- Bulletin d'information de la DGA
- Les cahiers stratégiques
- Le débat stratégique
- Revue de la Défense nationale
- Spectacle du Monde
- Le monde diplomatique